**Maroc-CEDADO : Coopération Win-Win**

***En formulant la demande d'adhésion à la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, le Maroc confirme son intention de consolider un pôle nord-ouest africain. Il concrétise ainsi sa disposition à contribuer aux activités de la CEDEAO et à apporter sa plus-value, notamment au niveau de la stabilité politique, du progrès économique et du développement humain durable.***

Une initiative qui intervient un mois après le retour du Maroc au sein de l'Union africaine. C'est en tant que premier investisseur en Afrique de l'Ouest que le Royaume a officiellement demandé à intégrer la CEDEAO, en tant que membre à part entière.

**Un cadre macroéconomique mitigé en 2015**

La CEDEAO, qui comprend 15 Etats dont le poids lourd africain «le Nigéria» et l’UEMOA, regroupe une population de plus de 320 millions d’habitants la plus jeune au monde, répartie sur 5,1 millions de km². Pour un PIB total supérieur à 700 milliards de dollars elle représente un marché extrêmement prometteur. En intégrant le Maroc, la CEDEAO dépasserait la Turquie et s’approcherait de l’Indonésie en termes de PIB.

Globalement, l’Afrique de l’Ouest maintient un rythme de croissance en décélération, avec des taux de progression de l’activité escomptés à 4,4% en 2015, contre 5,7% en 2014. Elle reste tout de même la deuxième locomotive de la croissance africaine derrière l’Afrique de l’Est qui a affiché un niveau de croissance de 6,2% en 2015, contre 7% en 2014. L’on rappelle que le commerce intra-régional s’élève à 10% entre les pays de la CEDEAO, alors qu’il stagne à moins de 3% entre les pays du Maghreb.

Dans le détail, la croissance économique en Afrique de l’Ouest s’est établie à 4,2% en 2015, contre 6,1% une année auparavant. Cette baisse de la croissance régionale est principalement due à la baisse des prix des matières premières, en particulier du pétrole. En effet, la chute brutale du prix du pétrole a mis en exergue la fragilité des fondements de la croissance ouest africaine, qui demeure fortement dépendante de l’exportation de matières premières, à l’image du Nigéria et dans une moindre mesure le Ghana.

Autre indicateur macroéconomique, l’inflation, qui s’est inscrite en hausse en 2015. En effet, le taux d’inflation dans la communauté a été de 8,3% en 2015, contre 7% l’année précédente. Cette hausse globale serait liée à la hausse attendue de l’inflation au Nigéria (9,8% contre 8% en 2014) et à la forte inflation qui serait enregistrée au Ghana (15,3%).

**Finances Publiques : une situation ambivalente**

Dans la zone ouest-africaine, les gouvernements semblent confrontés à un dilemme face à la situation des finances publiques : financer l’investissement, moteur de la croissance, d’une part, et assurer l’équilibre des finances publiques, d’autre part. L’instabilité persistante du ratio du déficit budgétaire semble être liée à cette ambivalence.

En effet, le déficit budgétaire de la CEDEAO en 2015, bien qu’en dessous de la norme communautaire de 3% du PIB, se serait aggravé. En effet, il s’est situé à 2,2% contre 0,4% en 2014. Cette situation serait essentiellement liée à l’évolution du déficit du Nigéria en 2015, qui s’est détérioré à 1,6% contre 0,9% en 2014. La pression sur les finances publiques suite à la chute du prix du pétrole expliquerait ce résultat négatif.

L’autre composante des finances publiques, la dette publique a atteint, en proportion du PIB 21% en 2015 contre 19,3% en 2014, largement en dessous du seuil critique de 70% fixé dans le dispositif de convergence de la CEDEAO.

D’autre part, le déficit de la balance courante de la CEDEAO s’est dégradé en 2015 à 3,1% contre 1,6% en 2014. La balance courante de presque tous les pays de la région est structurellement déficitaire et fortement volatile. Seuls le Nigéria (1,9%) et la Côte d’Ivoire (0,2%) continueraient à avoir un solde courant en dessous de 5%. Les autres pays de la communauté ont enregistré un déficit au-dessus de 5%.

**Une aubaine pour la CEDEAO**

Avec l’adhésion du Royaume, la CEDEAO profitera d’un système financier solide et l’un des plus important au niveau continental après l'Afrique du Sud et d'une industrie basée sur le développement des secteurs modernes comme l'aéronautique, l'automobile, l’énergie renouvelable et l'électronique.

En outre, l’intégration du Maroc permettra aussi de rééquilibrer la structure de la croissance, puisque le développement de la CEDEAO reste tributaire des résultats affichés par le Nigéria, pays exportateur du pétrole qui abrite la moitié de la population de la CEDEAO, et qui pèse également 78% de son PIB.

L’on rappelle que cette adhésion ne sera pas dénuée de défis pour le Royaume, puisqu’en intégrant la communauté, il devra accepter le principe de libre-circulation des personnes ressortissant des pays membres (passeport et carte d’identité uniques). Par conséquent, il devra faire face aux pressions migratoires en maîtrisant davantage ses frontières.

**Youssef Seddik**